

**Compte rendu du Comité syndical**  
Séance du 31 mai 2018

Le trente et un mai deux mille dix-huit, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 25 mai 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 109

Nombre de délégués présents ou représentés : 58 dont 17 pouvoirs

**Étaient présent·e·s :**

**Titulaires :**

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Arnaud Gibert (Bezons), M. Henri Vincent (Bois-Colombes), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Samuel Besnard (Cachan), Mme Alice le Moal (Clichy-la-Garenne), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Jean-Paul Martinerie (Châtenay-Malabry), M. Bruno Helin (Créteil), M. Jean-Luc Millard (Drancy), M. Xavier Caron (Enghien les Bains), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois), M. Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Genevieve Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Jacques Godard (Le Bourget), M. Philippe Brillault (Le Chesnay), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), Mme Monique Bouteille (Rueil Malmaison), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Christophe Boissière (Vincennes), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Alain Schumacher (Grand Paris Grand Est), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest), M. Jean-Marc Szmargd (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

**Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

Vincent Mezure (Bougival), Anna Angeli (Le Pré Saint-Gervais), Dominique Lebrun (Saint-Cloud)

**Suppléant sans voix délibératives :**

Marc Feugere (Chatenay-Malabry)

**Excusé·e·s ayant donné pouvoir :**

Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à Patrice Lebeau, Bruno Tuder (Bagneux) donne pouvoir à Philippe Ribatto, Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine) donne pouvoir à Patrice Pattée, Serge Kehyayan (Clamart) donne pouvoir à Jean-Paul Martinerie, Hervé Hemonet (Colombes) donne pouvoir à Genevieve Gaillabaud, Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) donne pouvoir à Jean-Marc Bourjac, Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) donne pouvoir à Sophie Deschiens, Christian Page (Saclay) donne pouvoir à Thierry-Michel Isoard, Pascale Trimbach (Saint-Mande) donne pouvoir à Christophe Boissière, Catherine Bloch (Vauclouson) donne pouvoir à Dominique Lebrun, Hervé Fleury (Versailles) donne pouvoir

à Philippe Brillault, Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à Marie-France Parrain, Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) donne pouvoir à Alice le Moal, Gauthier Mougin (GPSO) donne pouvoir à Christine Bruneau, Michel Jiaume (GPSO) donne pouvoir à Jean-Marc Szmaragd, Pierre Garzon (Val-de-Marne) donne pouvoir à Yoann Rispal, Patrick Ollier (MGP) donne pouvoir à Catherine Baratti-Elbaz.

### **Excusé·e·s :**

Perrine Precetti (Antony), Philippe Pierre (Argenteuil), Bruno Beschizza (Aulnay-sous-Bois), Merouan Hakem (Bagnolet), Alain Loppinet (Bailly), Anne Pelletier-le Barbier (Bièvres), Youssef Zaoui (Bobigny), Jean-Pierre Spilbauer (Bry-sur-Marne), Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne), Pascal Turano (Charenton), Ali Id Elouali (Choisy-le-Roi), Frédéric Nicolas (Dugny), Denis Redon (Epinay-sur-Seine), Yves Menel (Garches), Christophe Bernier (Gennevilliers), Fatah Aggoune (Gentilly), Robin Reda (Juvisy-sur-Orge), Gabriel Galliot (Le Blanc-Mesnil, Ibrahima Traoré (Le Kremlin-Bicêtre), Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), Didier Dousset (Le Plessis Tréville), Bernard Cacace (Le Raincy), Christophe Paquis (Les Lilas), Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Rodéric Aarsse (Malakoff), Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), Richard Testa (Noisy-le-Grand), Marc Tourelle (Noisy-le-Roi), Bernard Girault (Noisy le Sec), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Yann Wehring (Région Ile de France), Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois), Patrick Leroy (Rungis), Cécile Ranguin (Saint-Denis), Julien Bachard (Saint-Gratien), Sylvain Berrios (Saint-Maur-des-Fossés), Alain Guetrot (Saint-Maurice), Francis Vary (Saint-Ouen), Laurence Westphal (Sucy-en-Brie), Amirouche Laidi (Suresnes), Pascal Thevenot (Velizy Villacoublay), Roland de Heaulme (Viroflay), Jean-Claude le Roux (Yerres), Olivier Klein (GPGE), Antoine Dupin (GPSO), Aline de Marcillac (GPSO), Daniel Guiraud (MGP)

### **Assistaient également à la séance :**

Mmes Véronique Haché, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice communication et marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique, des finances et de de la commande publique, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 5 avril 2018
2. Compte rendu du Bureau du 22 mai 2018
3. Délibérations :
  - Approbation de la décision modificative n°1 du budget annexe Régie Velib' 2018
  - Approbation de la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux locations du service public Velib'
  - Approbation de la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux abonnements du service public Velib'
  - Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence
4. Points divers :
  - Utilisation du service Autolib'

La Présidente a ouvert la séance à 16 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Thierry-Michel Isoard est désigné secrétaire de séance.

### **1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 5 avril 2018**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 5 avril 2018.

*En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 5 avril 2018 est adopté à l'unanimité.*

### **2 – Approbation du procès-verbal du Bureau syndical du 22 mai 2018 (par les membres du bureau)**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal du Bureau du 22 mai 2018.

*En l'absence d'observations, le procès-verbal du Bureau du 22 mai 2018 est adopté à l'unanimité.*

### **3 – Délibérations**

#### **3.1 Approbation de la décision modificative n°1 du budget annexe Régie Velib' 2018 (délibération 2018 12)**

Le budget primitif rectifié 2018 du budget annexe Régie Velib' a été adopté lors de la séance du 05 avril 2018 en intégrant l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2017 de 4 004,73€ constaté au compte administratif 2017 de la régie Velib'. Dans le respect des principes budgétaires et comptables, en cours d'année, le comité syndical peut procéder à des ajustements des montants inscrits en recettes et dépenses, par décisions modificatives.

En conséquence des retards constatés dans le déploiement du service et dans la perspective d'une mise en oeuvre de mesures compensatoires exceptionnelles relatives aux abonnements et aux locations du service Velib', il est proposé de procéder à certains ajustements budgétaires sui.

Le marché de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires à hauteur de 50% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et pour la totalité au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Par ailleurs, l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif valant clauses administratives (PFDA) prévoit dans l'hypothèse d'un retard dans la mise en service, la mise en oeuvre des pénalités applicables au prestataire d'un montant forfaitaire de 1 000 000 € suite au constat du retard dans la mise en service établi au 1<sup>er</sup> jour de chaque mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ainsi, après procès-verbal contradictoire établi chaque mois avec le titulaire, le Syndicat a procédé aux décomptes de ces pénalités dues et les a titrés au titulaire du marché à hauteur de 1 million d'euros pour chacun des mois de janvier, février, mars et avril 2018.

Aussi, il est proposé d'inscrire ces recettes exceptionnelles à hauteur de 4 millions d'euros pour cette période.

Au regard du retard dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain, il est proposé de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires suivantes au bénéfice des abonnés du service.

- Un remboursement sur demande des abonnements en cours sur la période de janvier à mai inclus
- Un remboursement des montants perçus au titre des locations inférieures et supérieures à 30 mn.

Ainsi, il est proposé d'inscrire à ce stade un montant prévisionnel de 1 million d'euros en dépenses exceptionnelles pour permettre ces remboursements. Ce montant sera ajusté au vu des demandes de remboursements reçues et des sommes effectivement facturées par le délégataire au titre des locations à fin mai.

La présente décision modificative a donc pour objet d'ajuster comme suit les recettes et dépenses de la section de fonctionnement :

En recettes :

- Augmentation des recettes exceptionnelles : 4 000 000 €

En dépenses :

- Augmentation des dépenses exceptionnelles : 1 000 000 €

Soit un budget total de l'exercice après la présente DM de :

- Section de fonctionnement dépenses : 42 710 000€
- Section de fonctionnement recettes : 45 714 004,73€

Soit un suréquilibre en fonctionnement de : 3 004 004,73€.

Ainsi après l'affectation au budget 2018 des recettes et dépenses supplémentaires énoncées dans le cadre de cette décision modificative la section de fonctionnement perdurera en suréquilibre de 3 004 004,73€ ;

Considérant que l'exécution du budget annexe 2018 nécessite d'ajuster les crédits inscrits en section de fonctionnement en dépenses et recettes ;

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à l'unanimité, la décision modificative n°1 du budget annexe régie Velib' 2018 comme suit :*

#### *Section de Fonctionnement*

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
67- Charges exceptionnelles	678		1 000 000€		
77- Produits exceptionnels	7711				4 000 000€
TOTAL			1 000 000€		4 000 000€
SOLDE					3 000 000€

### 3.2 Approbation de la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux locations du service public Vélib' (délibération 2018 13)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Au regard du retard dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service.

La présente délibération a donc pour objet de prévoir l'absence de facturation ou le remboursement des locations inférieures et supérieures à 30mn pour l'ensemble des abonnements au service Velib' pour les mois de janvier à mai 2018.

Ainsi, il est proposé de ne pas procéder à la facturation ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur les mois de janvier à mai 2018 pour l'ensemble des abonnements au service Velib' à savoir :

- 1) Les abonnements longue durée (listés à l'article 1 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :
  - l'abonnement V-Libre ;
  - l'abonnement V-Plus ;
  - l'abonnement V-Max.
- 2) Les abonnements courte durée (listés à l'article 2 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :
  - l'abonnement V-Découverte;
  - l'abonnement V-Séjour ;
  - l'abonnement V-Découverte tribu ;
  - l'abonnement V-Séjour tribu.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité de ne pas facturer ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur les mois de janvier à mai 2018 pour l'ensemble des abonnements au service Velib' à savoir :*

- 1) *Les abonnements longue durée (listés à l'article 1 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :*
  - *l'abonnement V-Libre ;*
  - *l'abonnement V-Plus ;*
  - *l'abonnement V-Max.*
- 2) *Les abonnements courte durée (listés à l'article 2 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :*
  - *l'abonnement V-Découverte;*
  - *l'abonnement V-Séjour ;*
  - *l'abonnement V-Découverte tribu ;*
  - *l'abonnement V-Séjour tribu.*

*DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67 ; DIT que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.*

### 3.3 Approbation de la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux abonnements du service public Velib' (délibération 2018 14)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Au regard du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service.

La présente délibération a donc pour objet d'adopter une mesure tendant au remboursement des abonnements encaissés sur les mois de janvier à mai 2018 au bénéfice des usagers.

Cette mesure concerne les abonnés du service Velib' détenteurs des offres « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Les abonnements ayant fait l'objet d'une tarification promotionnelle sur les mois de janvier, février et mars 2018 pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

Par ailleurs, les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre du nouveau service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur les mois de janvier à mai 2018. Pour pouvoir bénéficier de la présente mesure, les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne. Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

Considérant que compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place une mesure compensatoire au bénéfice des abonnés ;

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité la mesure exceptionnelle de remboursement des abonnements « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.*

*Les abonnements ayant fait l'objet d'une tarification promotionnelle sur les mois de janvier, février et mars 2018 pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.*

*Les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre du nouveau service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.*

*La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur les mois de janvier à mai 2018.*

*Pour bénéficier de la présente mesure les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne. Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata ; DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67 ; DIT que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.*

### 3.4 Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence (délibération 2018 15)

Par délibération n°2017 98 du 12 octobre 2017, le Comité syndical a donné délégation de compétence à la Présidente conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

En vertu de la même disposition, la Présidente doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par la Présidente sur l'année 2018 en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical à la Présidente, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.*

*L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 17 heures 30.*

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz  
Maire du 12<sup>ème</sup> arrondissement